

LA PRESSE EN REVUE...

LUNDI 13 NOVEMBRE 2017

SOMMAIRE

- 1) **La précarité va grandissante**
- 2) **Hallucinant !**
- 3) **Bougez avec La Poste**
- 4) **« Tout ça à la fois »**
- 5) **L'esclavagiste**
- 6) **Un million de plus...**



Diez Gérard La Presse en Revue

I) En France, "la situation légale, sociale et économique est de plus en plus précaire"



Si l'âge médian des adultes rencontrés en 2016 est de 40 ans pour les hommes et de 39 ans pour les femmes, les profils les plus touchés sont les seniors isolés (plus de 60 ans) et les jeunes familles (personnes de moins de 25 ans). (Crédits : Vincent Kessler)



Audrey Fisne
@AudreyFisne

Le Secours catholique a publié son rapport annuel pour faire état de la pauvreté en France. Celle-ci semble s'enraciner tandis que les préjugés se multiplient concernant les personnes victimes de ce mal. Pourtant, les idées reçues sont très souvent fausses.

Le Secours catholique a publié son rapport annuel sur la pauvreté en France. L'association, qui a accueilli 1,5 million de personnes (dont 700.000 enfants) en 2016, a tiré deux constats principaux : les personnes les plus pauvres sont "toujours plus pauvres", et en parallèle, les préjugés se multiplient.

Les besoins exprimés par les familles sont larges et peuvent concerner l'écoute, l'aide alimentaire ou vestimentaire, le logement, la mobilité, les démarches administratives, les problèmes bancaires, les loisirs, la santé...

Concernant le profil des personnes en situation de pauvreté, les femmes sont les plus touchées. En 2016, 56,3% des personnes rencontrées par le Secours catholique étaient féminines. Cela s'explique par une plus grande vulnérabilité économique (mères isolées, femmes seules âgées ayant une pension de retraite ou des ressources faibles...).

Suivent les adultes étrangers, qui représentent 51,7% des personnes rencontrées. Le rapport explique :

"L'extrême pauvreté touche de plus en plus et indistinctement des couples et des familles entières chez les personnes de nationalité étrangère. »

Et d'ajouter:

"Leur surreprésentation dans les accueils est avant tout la conséquence d'une situation légale, sociale et économique de plus en plus précaire."

De plus en plus de ménages sans ressources

Si l'âge médian des adultes rencontrés en 2016 est de 40 ans pour les hommes et de 39 ans pour les femmes, les profils les plus touchés sont les seniors isolés (plus de 60 ans) et les jeunes familles (personnes de moins de 25 ans).

Mais la précarité n'épargne pas les couples avec enfants. L'étude souligne en effet que la structure des ménages du Secours Catholique accueille un nombre important de familles monoparentales (29,6%) et de couples avec enfants (24,2%).

Bien qu'il s'agisse d'une légère baisse par rapport à 2015, le Secours catholique a annoncé avoir accueilli plus de 9 ménages sur 10 vivant sous le seuil de pauvreté 60% (indicateur européen Eurostat, en 2015, il est de 1.015 euros).

Enfin, la part des ménages sans ressources est en augmentation constante depuis quelques années. Et celle-ci regroupe principalement les hommes

seuls, les couples avec enfants et les jeunes. Les étrangers sont également concernés.

Le logement, grosse source d'impayés

Concernant les conditions de vie, plus d'un quart des ménages rencontrés par l'association vit dans un logement précaire (logement non fixes et non durables tels que les hôtels, caravanes, mobile home, abri, centre d'hébergement ou encore rue...) et la couverture des aides sociales connaît une baisse.

Parmi les conséquences (et les causes), la plupart des ménages rencontrés par le Secours Catholique ont déclaré faire face à des impayés (factures ou échéances non réglées et non l'ensemble des crédits, ndlr), notamment liés au logement.

Quelles solutions pour lutter contre la pauvreté ?

Au-delà du constat alarmant, le Secours catholique espère avec ce rapport casser les nombreux préjugés dont sont victimes les personnes pauvres.

Pour combattre les idées reçues, l'association a travaillé sur sa communication via Internet, notamment. Préjugé après préjugé, elle démonte les arguments pour prouver le contraire. "Ils font des enfants pour toucher des allocs", "ils profitent et ils fraudent", "le travail, si on cherche, on trouve".

Parmi les affirmations, on notera par exemple que, la majorité des personnes rencontrées par le Secours catholique ne sont pas au chômage (62,5%) ; que 40% des accueilli.e.s avaient droit au RSA en 2016 et n'en ont pas fait la demande ; ou encore que le revenu mensuel médian des ménages reçus par l'association était de 548€.

En outre, l'association propose, au fil de son rapport, des propositions pour endiguer la pauvreté. On note notamment la mise en place d'un réseau d'acteurs et d'initiatives pour améliorer l'accès à l'alimentation ; l'instauration d'une allocation d'autonomie pour les jeunes ; la multiplication des rencontres avec les personnes en situation précaire et une facilité à leur donner davantage la parole ; le soutien aux initiatives issues de l'économie sociale et solidaire ou encore l'amélioration de l'intégration des migrants...

Audrey Fisne@AudreyFisne



II) La liberté de la presse confisquée par Charlie Hebdo ?

Charlie Hebdo accuse, dans sa dernière une, Edwy Plenel d'avoir fermé les yeux sur les agressions dont Tariq Ramadan est aujourd'hui accusé. Une mise au piloris sans preuve. D'où le soutien sans faille de Regards au patron de Mediapart et à ses équipes.



S'il est bien une liberté dont la privation entraîne toutes les dérives, c'est bien celle de la presse. Socle essentiel de nos démocraties contemporaines, la presse libre mérite les combats qui sont menés en son nom : les dictatures, qu'elles soient idéologiques, politiques ou financières, ne doivent jamais réussir à mettre au pas les médias, il en va de la vitalité de nos pensées, collectives comme individuelles.

Dans cette bataille acharnée, Charlie Hebdo, c'est un peu notre modèle absolu. Tour à tour héros qui rit, héros qui pète, héros qui pleure, héros qui meurt, il synthétise ce que la presse française fait de plus irrévérencieux : les puissants à quatre pattes, les monothéismes les couilles à l'air, les conservateurs au bordel, les dominés sur les chiottes. Tout le monde – ou presque – y passe.

Et récemment, c'est Edwy Plenel, le patron de Mediapart, qui en a fait les frais. La raison ? Le fait qu'il aurait supposément fermé les yeux sur les viols et violences d'un certain Tariq Ramadan. Supposément parce que Charlie Hebdo, pas plus que Manuel Valls ou Caroline Fourest, n'a de preuve tangible de ce qu'il affirme. Certes, Edwy Plenel a fait deux conférences auxquelles était aussi invité Tariq Ramadan – comme bien d'autres à ses côtés d'ailleurs parmi lesquels Edgar Morin qu'aucun ne soupçonnera de complaisance à l'égard des fondamentalistes illuminés – et son média lui avait consacré une longue et minutieuse enquête, signée Mathieu Magnaudeix, en 2016 sans qu'on comprenne réellement les liens de cause à effet. La faute, sûrement, à Harvey Weinstein pour qui tout le monde savait et qui a induit une présomption de connaissance nécessaire pour quiconque fréquente une personne accusée de violences faites à des femmes. Mais passons. Car il y a bien plus grave.

Car oui, la une de Charlie Hebdo est profondément calomnieuse ! Elle n'est assise sur aucune rigueur journalistique, éthique ou morale (et, fait assez rare pour être remarqué, elle n'a pas vocation à être drôle). Mais chez Charlie, comme pour les unes qui frisent le sexisme, l'antisémitisme ou le racisme, on en fait un étendard de l'anti-politiquement correct sur le mode « ta fille est morte en allant à la synagogue, je chie dans sa tombe avec une merde en forme de croix gammée ».

Seulement, il ne s'agit plus là de l'énième trait d'irresponsabilité chronique et revendiquée de Charlie@ : non, en l'occurrence, il s'agit d'une grave accusation, moralement et pénalement répréhensible à l'encontre d'Edwy Plenel. Sûrement inconsciemment (c'est la moindre des choses que de leur laisser ce crédit), ils ont même pompé l'Affiche rouge de 1944... Alors puisque le journal satirique refuse de se poser la question, posons-nous la à sa place (c'est ça qui est génial avec un journal de blagues, c'est qu'on peut réfléchir pour lui) : peut-on stigmatiser à l'emporte-pièce, accuser sans motif, vouer aux gémonies sans raison valable ? De notre Regards,

nous n'avons pas de réponse pré-faite – c'est impossible et nous privilégions le débat face aux seules certitudes. En revanche, nous savons une chose : la liberté ne se saurait en aucun cas justifier la bêtise, voire l'ignominie. Nous n'avons ainsi jamais compris la joie ou l'excitation du pyromane compulsif qui fout le feu à une forêt en plein mois d'août.

Le climat est délétère. Nauséabond. L'époque actuelle chavire beaucoup d'esprits – à l'instar d'un Manuel Valls dont l'égarement hagard ne finit plus de nous étonner – et l'on ne sait parfois plus comment aborder certains sujets avec l'intelligence qu'il faut. Les femmes et les hommes politiques en premier lieu peinent maintenant souvent à s'exprimer sur certains sujets car ils craignent, malgré toutes les nuances qu'ils pourraient apporter à leurs propos, que ceux-ci soient mal interprétés. Ainsi du silence d'une grande partie de la gauche sur la une de Charlie Hebdo sur Tariq Ramadan et le sixième pilier de l'islam et des menaces de mort qui en ont découlé. Ou de la polémique entre Charlie et Mediapart.

Alors oui, les violences faites aux femmes, l'islam et le pouvoir : c'est de la matière éminemment inflammable et on a le droit d'en parler en tant que tel. Mais balancer là-dedans Edwy Plenel qui n'a aucun rapport avec le schmilblick, c'est assez dégueulasse pour être noté. Et cela vaut, sans tergiverser, un soutien total à Mediapart ainsi qu'à toutes ses équipes - parce que la liberté de la presse ne saurait être confisquée par la seule perspective de Charlie Hebdo. A bon entendeur, salut.

regards.fr

III) Le banquier Philippe Wahl promet du sang et des larmes à La Poste



Philippe Wahl, président de la Banque Postale (C) Sipa

Philippe Wahl, candidat à la succession de Jean-Paul Bailly à la tête de La Poste, était auditionné hier soir par la commission des affaires économiques de l'Assemblée nationale. Il doit encore passer un grand oral devant le Sénat ce matin à 10h30 avant de connaître l'issue des votes en sa faveur (ou non) aujourd'hui vers midi.

S'il est attendu, et même attendu "au tournant" comme le dit le Président de la commission composée des députés, François Brottes, Philippe Wahl n'a pas cherché à caresser ses interlocuteurs dans le sens du poil. En cette période précédent les élections municipales, ils en espéraient sans doute bien davantage. Mais voilà. L'actuel patron de la banque Postale a commencé par les refroidir tout net.

"Le défi social est très lourd"

Depuis 2007, les volumes de courrier ont chuté de 18,7% et, selon ses estimations, ils auront été divisés par deux en 2020. Un défi industriel doublé d'un défi économique : au premier semestre 2013, le groupe La Poste a accusé une baisse de 24% de son résultat d'exploitation, à 483 millions d'euros. Le plan établi en 2010 par son prédécesseur, "Ambition 2015", l'annonçait à 1,8 milliards d'euros. On s'en éloigne dangereusement. L'ultime défi du prochain PDG de l'enseigne jaune aux effectifs supérieurs à 250.000 salariés, sera donc... social.

Sur ce point, Philippe Wahl édulcore à peine le discours: "Le défi social est très lourd et nous nous y préparons." Le projet "Confiance partagée" que le prochain patron de La Poste a élaboré promet donc, en termes voilés, surtout... du sang et des larmes!

Philippe Wahl a toutefois veillé à présenter aux députés une feuille de route sous un jour plus optimiste. La Poste doit devenir "le leader de la distribution de services à domicile". Pour ce faire, l'ancien conseiller à Matignon de Michel Rocard a développé trois objectifs essentiels : la satisfaction des clients, la bonne santé économique et la qualité de vie au travail.

La satisfaction des clients avant tout

Si des progrès ont été remarqués, notamment en termes d'affluence aux bureaux de poste, le chemin de la perfection est encore long. Un député présent relevait d'ailleurs ce chiffre dévastateur pour le métier du colis : le service consommateur déplore entre 1.000 et 1.500 réclamations pour 100.000 colis acheminés contre huit pour le courrier ! Du pain béni pour des concurrents aussi gros que gourmands comme UPS, Fedex ou DHL.

Ce n'est d'ailleurs sans doute pas un hasard si Philippe Wahl a annoncé devant la commission parlementaire son intention de procéder à des acquisitions dans ce secteur, l'un des derniers en croissance (+6% par an) grâce à l'explosion du e-commerce. Le batave TNT est d'ailleurs sur le marché. Un géant de 7 milliards d'euros de chiffre d'affaires, laissé à l'abandon par l'Etat néerlandais... Recapitalisée à hauteur de 2,7 milliards d'euros en 2010, La Poste affiche encore un bilan capable de supporter une dette plus importante. Il faudra toutefois faire preuve de conviction pour obtenir de l'Etat sa signature...

La bonne santé économique

C'est la priorité numéro un de Philippe Wahl : "Elle seule donnera la capacité au groupe d'investir, de créer de l'emploi et de faire face à la disparition de certains métiers." En termes à peine voilés, le futur patron pressenti fait un léger chantage à l'emploi, dont on sait les élus locaux particulièrement sensibles. Et d'insister sur la lourdeur de ses quatre missions de service public qui pèsent, chacune, sur ses résultats : aménagement du territoire, transport et distribution de la presse, accessibilité bancaire et service universel du courrier. "Chacune de ces missions fait l'objet d'une compensation, certes, mais il reste un déficit très important!" s'inquiète-t-il. Et d'illustrer son propos avec l'exemple de la presse qui représente 22% des volumes transportés, 8% du nombre d'objets acheminés

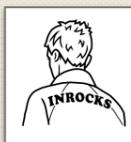
Qualité de vie au travail

Sur ce terrain, Philippe Wahl sait bien qu'il est attendu au tournant. Selon les chiffres d'une députée, La Poste déplore encore une quarantaine de suicides liés aux conditions de travail entre ses murs. Un chiffre que le patron de la banque postale a refusé de confirmer. Mais, pour témoigner de sa bonne volonté, annonce qu'il a fait siennes la totalité des recommandations du rapport Kaspar, remis fin 2012 à Jean-Paul Bailly pour répondre justement à cette problématique. Le-dit Jean Kaspar remettra d'ailleurs mi-octobre un nouveau rapport sur les leçons que La Poste a tirées depuis.

Selon Philippe Wahl, en tout cas, elle est irréprochable : elle a bien recruté 5.000 personnes supplémentaires, créé des postes de RH de proximité, mis ses managers en formation, et ouvrira en octobre son Institut du Manager. Mais, très vite, sa nature de financier le rattrape. Et il lance cette phrase "prometteuse": "Nos métiers sont des métiers de main d'œuvre. Dans la maison mère, nos 220.000 postiers pèsent 72% du chiffre d'affaires ! D'où le fait que quand le chiffre d'affaires baisse, on commence par ajuster les effectifs..." Il a beau affirmer qu'il est devenu "un postier" depuis qu'il est entré à la banque Postale en 2011, un banquier reste un banquier.

challenges.fr

IV) Thomas Guénolé, politologue, éditorialiste, analyste, militant, insoumis... "Tout ça à la fois"



Par Pierre Bafoil

Thomas Guénolé, habitué des plateaux télé, a fait son "coming-out" politique. Il est désormais affilié aux Insoumis, sans pour autant abandonner ses expertises politiques au risque de perdre son crédit. Quitte à parfois devenir donneur de leçons. Portrait d'un "politologue insoumis".

Un "bon client". Voilà ce qui vient à l'idée quand on s'entretient avec Thomas Guénolé. L'homme est sympathique, a le sens du mot juste, l'art de la petite phrase et une capacité certaine pour analyser l'actualité. Tout pour plaire aux journalistes.

Quand on évoque son nom, il est de ceux que les lecteurs ou téléspectateurs distraits ne remettent pas tout de suite. Mais lorsqu'on leur montre le

bonhomme, la réponse est quasi immédiate : "Ah oui, je l'ai déjà vu à télé." Pour cause, il y est souvent.

Ce chauve tiré à quatre épingles, col roulé noir l'hiver, chemise Oxford l'été (sans cravate évidemment) a un sourire enfantin souligné par des dents du bonheur mais durci par un bouc taillé de près. Un peu charmeur, mais pas trop. Un peu arrogant, mais pas méprisant. A tout juste 35 ans, Thomas Guénolé "passe" bien.

"Coming-out politique"

Depuis trois ans, personne ne s'y est trompé : il est sollicité par l'ensemble du PAF parisien. Il a sa page auteur sur plusieurs sites, ses tribunes dans bien des titres et son siège réservé sur pas mal de plateaux télé ou radio.

Jusqu'à il y a quelques mois, il n'était "qu'un politologue plutôt à gauche", sans plus de précision. Aujourd'hui, il a "fait son coming-out politique". Il est devenu un "politologue insoumis", fervent défenseur de Mélenchon et compagnie. Il l'a dévoilé récemment, fin août 2017. C'était aux côtés de Sophia Chikirou, l'architecte de la communication mélenchoniste, lors de la conférence "Faut-il dégager les médias ?".

"Je suis très heureux et très ému d'être ici, parmi les miens", avait-il alors confié un large sourire aux lèvres, sous les applaudissements d'un public satisfait de cette belle prise.

Escale au centre

Il l'assure, lui-même ne savait pas. "Au fil des ans, j'ai migré par paliers vers la gauche." Sa famille de droite aurait pesé. Si son expression de "coming-out politique" n'est pas des plus heureuse, elle a le mérite d'être claire. "Pas évident de reconnaître vis-à-vis de soi d'être de gauche quand on vient d'un milieu de droite."

Né d'un père breton et d'une mère d'origine polonaise, le jeune Thomas Guénolé grandit à Nice et suit ses études dans un lycée catho. A posteriori, il pense avoir été gaulliste social vers ses 16 ans. Avant de se mouvoir vers le centre, lorsqu'il monte à Paris pour faire Sciences-Po. Ce qui le pousse "en dehors de la droite", c'est Nicolas Sarkozy, qu'il "ne sent pas".

Lors de son "escale au centre", auquel il consacre d'ailleurs sa thèse, il se rapproche de Jean-Louis Borloo, "l'une des personnes les plus intelligentes" qu'il connaisse. Mais prend peu à peu ses distances et passe "quelques années où il ne sait pas", il "réfléchit".

"Avalanche de coups de fils"

Côté média, il signe sa première tribune en 2010 dans Le Monde et participe à son premier débat télévisé sur France 24. Mais il prend réellement son envol médiatique deux ans plus tard. L'ironie veut qu'une tribune sur le retour du même Nicolas Sarkozy qui l'avait poussé hors de la droite lui ouvre les portes des médias.

A partir de là, c'est "l'avalanche de coups de fils". S'ensuit un livre en 2013 sur le thème du comeback de l'ancien président. Puis un autre en 2014 et un autre en 2015. Et puis un en 2016 et un en 2017. Le prochain est pour 2018.

Depuis, il consigne religieusement ses faits d'armes sur son site personnel. Il s'y targue d'être un des premiers à avoir prédit, dès avril 2016, la non-représentation de François Hollande. Puis d'avoir flairé avant tout le monde la

quadrupolarisation de la vie politique Française dès janvier 2017.

"Dans la merde"

Le brillant touche-à-tout ne s'arrête pas là. Un temps, il monte une boîte de communication. Il souffle ses conseils contre rémunération à différentes personnalités politiques "de tout bord, sauf de l'extrême droite". Selon un journaliste qui a longtemps fait appel à lui, si il est à cette même époque de plus en plus présent dans les médias, c'est aussi pour se faire un nom dans le milieu politique. Finalement, Thomas Guénolé choisit la lumière plutôt que l'ombre et abandonne la communication fin 2015.

Les rumeurs disent qu'Arnaud Montebourg aurait compté parmi ses clients. Peut-être lors de sa migration vers la gauche ? Thomas Guénolé ne confirme ni n'infirme. Il dit juste que c'est "un bon camarade, présent quand on est dans la merde".

Politique, économie, religion, société, terrorisme, djihad, médias...

"Dans la merde", il manque d'y être de peu juste après les attentats du 13 novembre. Alors chroniqueur chez Bourdin dans la matinale de RMC, dans "Guénolé c'est du concret", il y pointe le manque d'effectif de la BRI où il reprend une info de la Lettre A. On le taxe de colporter des infos non vérifiées. Lui crie à la censure politique. Il est brutalement remercié.

Plus d'un ne s'en serait pas relevé. Pas Thomas Guénolé. Il repart de plus belle. Il ne s'interdit plus de parler de rien et commente tout. Politique, économie, religion, société, terrorisme, djihad, médias. Thomas Guénolé n'a pas problème avec cela. Pur produit de Sciences-Po, il "ne vois pas pourquoi les intellectuels devraient être condamnés à l'hyperspécialisation".

Si son engagement "insoumis" pourrait discréditer ses analyses ? Non plus. Sans ciller, il appelle Max Weber à la rescousse, cite le Savant et le Politique et estime bien plus honnête de "ne pas déguiser en résultat scientifique neutre quelque chose qui porte [s]es propres convictions".

Pédant

Pour autant, certains médias et journalistes grincent un peu d'avoir si souvent fait appel à ce politologue "qui avançait masqué". Lorsqu'on lui fait la remarque, il est outré et renverse la question. Pour lui, c'est aux autres éditorialistes de faire leur "coming-out politique". Il les a d'ailleurs appelés à se dévoiler lors d'une de ses chroniques à Europe 1, chez Hondelatte, où il tient régulièrement le micro depuis la rentrée.



Hondelatte Raconte @EIHondelatte .@thomas_guenole aux éditorialistes : "Faites votre coming-out politique, dites aux Français votre couleur politique !" #HondelatteRaconte

Il y enjoint "la vingtaine d'éditorialistes qui parcourt les plateaux" de se dévoiler. Question

d'honnêteté pour lui. Il ne faut pas flouer le téléspectateur ou le lecteur. Il faut savoir d'où ces gens parlent. Son amie Raquel Garrido chez C8 ou lui-même l'ont fait, pourquoi pas eux ? "Bas les masques, leur dit-il. Faites votre coming-out politique."

Quitte à paraître pédant. Comme lorsqu'il remet le couvert en classant les journalistes et éditorialistes selon une grille de lecture pro/anti minorité et libéral/protectionniste.

Amour / haine

Depuis son "coming-out", Thomas Guénolé s'est lancé dans une croisade pour la transparence. Il veut plus de pluralisme et regrette des émissions comme Ce soir où jamais de Taddei, qu'il apprécie beaucoup. Il s'est d'ailleurs prononcé en faveur de Le Média, le nouveau média lancé par les Insoumis qui, il le jure, ne sera pas un média des Insoumis.

Thomas Guénolé voue une sorte d'amour/haine aux médias "mainstream" comme il les appelle. Il leur tape dessus, critique leurs liens avec le politique, parle de pensée unique et de propagande. Puis tance l'omniprésence médiatique de ses confrères... quand lui-même ne cesse de courir sur toutes les chaînes. Certaines mauvaises langues disent qu'il serait déjà maquillé avant même qu'on ne l'appelle.

Universitaire insoumis

Des médisances également entendues du côté des universitaires où quelques-uns pointent du doigt une présence médiatique plus prolix que ses écrits. Car à ce monde-là aussi, Thomas Guénolé veut appartenir. Récemment nommé chercheur associé à l'Iris et maître de conférences à Paris-Est Créteil, il ne s'arrête jamais.

Avant même qu'on lui pose la question sur ses écrits universitaires, il démine. "Ma production intellectuelle, ce sont mes livres. J'essaie de ne jamais faire le même bouquin." Et pour sûr, il ne fait jamais le même puisqu'il parle de tout. Sarkozy, mensonge en politique, mondialisation, jeunes de banlieue ou "islamopsychose", tout passe par le "scanner Guénolé".

Diplôme et légitimité

S'il ne se départit jamais de son calme olympien, une chose le sort un peu de ses gonds. La remise en cause de son expertise. Dès que quelqu'un émet un doute sa compétence, il brandit son doctorat, "obtenu sous la direction de Pascal Perrineau".

Ainsi quand Patrick Cohen découvrant qu'il est "insoumis" le qualifie de "pseudo-politologue" sur C à vous (que Guénolé abhorre), il tweete sans attendre.



Thomas Guénolé @thomas_guenole #PatrickCohen m'ayant traité de "pseudo-politologue" chez @cavousf5, je tiens mon diplôme de doctorat en science politique à sa disposition.

Plus tôt dans l'année, Le Monde le tacle, décrivant un "politologue" plus présent dans les médias que dans les cercles de la recherche et met des guillemets à sa qualité de politologue. Ni une ni deux, il se fend d'un droit de réponse, assurant qu'étant docteur en sciences politiques, il peut se targuer de ce titre.

Quand on s'interroge à notre tour sur sa légitimité à parler sur tout, en prenant l'exemple de l'islam, lorsqu'il attaque de front Gilles Kepel dans son

récent livre Islamopsychose, la réponse ne se fait pas attendre. "Nous avons le même niveau de diplôme." Fermez le ban, il n'y a rien à voir.

"Thomas Guénolé, ce sont des phrases"

Mais alors, politologue, éditorialiste, analyste, militant ou insoumis ? "Tout cela à la fois", répond-il avec son sourire malicieux. Thomas Guénolé n'a peur de rien. Même pas de se présenter sur une liste insoumise à une future élection. "Pourquoi pas ?"

Qu'il est loin le temps où Libé s'intéressait à ce "politologue pressé" tout juste sorti du nid et écrivait que, "si Guénolé est déjà une machine bien huilée, Thomas est encore un débutant". Désormais, Thomas Guénolé est un tout, plein de contradictions certes mais bien rodé, avec le cuir solide.

La meilleure description du "politologue insoumis" a été faite par l'un "des siens". Sophia Chikirou, à cette fameuse conférence de la fin août, lorsqu'elle le présente aux Insoumis : "Thomas Guénolé, ce sont des phrases." Aujourd'hui, Thomas Guénolé ferait bien de prendre garde à ne pas devenir des leçons.

lesinrocks.com

V) Uber doit payer ses chauffeurs au salaire minimum, selon la justice britannique

Uber doit rémunérer ses chauffeurs au salaire minimum et leur offrir des congés payés, a décidé vendredi en appel le tribunal du travail de Londres, ville où la compagnie américaine est aussi menacée de perdre sa licence.



Photo AFP.

Lorenzo Clément avec AFP

L'entreprise américaine, qui affirme compter près de 50.000 chauffeurs au Royaume-Uni, avait fait appel d'une décision judiciaire d'octobre 2016 disant que les chauffeurs utilisant l'application avaient droit au salaire horaire minimum de 7,50 livres (8,50 euros) et à des congés payés. Jusqu'à présent, les chauffeurs sont rémunérés à la course, et l'entreprise souligne qu'ils sont des travailleurs indépendants, choisissant leurs horaires et lieux de travail.

"Nous continuerons à gagner. J'ai confiance, nous

sommes du bon côté de la loi", a réagi l'un des deux plaignants, Yaseen Aslam, qui s'est lancé dans cette bataille juridique en 2014. "Uber ne peut continuer à faire fi de la loi britannique en toute impunité et à priver les gens de leurs droits au salaire minimum", a commenté l'autre plaignant, James Farrar, dans un communiqué.

Les deux chauffeurs sont soutenus par le syndicat des travailleurs indépendants de Grande-Bretagne (IWGB). Le secrétaire général du syndicat, Jason Moyer-Lee, a estimé dans un communiqué que "la victoire d'aujourd'hui est une preuve supplémentaire, s'il en fallait encore une, que la loi est claire et que ces entreprises choisissent simplement de priver les travailleurs de leurs droits. Ces entreprises se moquent du droit du travail". "Il s'agit d'une décision historique dans un contexte de marché du travail en évolution", a aussi réagi Rachel Mathieson, avocate des deux plaignants. "Nos clients se sont battus sans relâche pour obtenir des droits qui auraient dû leur être accordés dès le départ", a déclaré Paul Jennings, membre du même cabinet d'avocats, Bates Wells Braithwaite. "Nous nous attendons maintenant à ce que des dizaines de milliers de chauffeurs cherchent à faire valoir leurs droits".

Sans surprise, Uber a contesté la décision des juges. "La raison principale pour laquelle les chauffeurs utilisent Uber est parce qu'ils apprécient la liberté de choisir si, quand et où ils conduisent, et donc nous avons l'intention de faire un recours", a déclaré dans un communiqué Tom Elvidge, directeur général d'Uber au Royaume-Uni. La compagnie a 14 jours pour déposer ce recours.

"Le tribunal s'appuie sur l'affirmation que les conducteurs sont tenus de prendre 80% des courses qui leur sont envoyées lorsqu'ils sont connectés à l'application. Comme le savent tous les chauffeurs qui utilisent Uber, ça n'a jamais été le cas au Royaume-Uni", a expliqué le directeur général d'Uber. "L'année passée, nous avons apporté un certain nombre de modifications à notre application pour donner encore plus de contrôle aux chauffeurs. Nous avons également investi dans des choses comme l'accès à une assurance maladie et nous continuerons à apporter des améliorations", a-t-il poursuivi.

Selon l'entreprise, l'année dernière, les chauffeurs utilisant l'application Uber au Royaume-Uni ont touché en moyenne, après les frais de service, 15 livres (17 euros) par heure.

A Londres, où Uber affirme compter 40.000 chauffeurs et 3,5 millions de clients, l'entreprise est aussi menacée de perdre sa licence. En effet, en septembre, l'Autorité des transports londoniens (TFL) a décidé de ne pas la renouveler.

Pour justifier sa décision, TFL a mis en avant le laxisme d'Uber dans la dénonciation des crimes et des failles dans le contrôles des casiers judiciaires et des certificats médicaux de ses conducteurs. L'autorité a également déploré l'utilisation d'un logiciel permettant aux chauffeurs d'éviter de se faire repérer dans les zones où ils n'ont pas le droit d'exercer. Uber a fait appel de cette interdiction. Présente dans plus de 70 pays, l'entreprise a eu maille à partir avec de nombreuses autorités dans le monde, dont la France où elle a écopé de plusieurs amendes.

l'Humanité.fr

VI) Le nombre de pauvres a augmenté d'un million en dix ans

Par Laurent Mauduit

Selon une étude de l'Observatoire des inégalités, le nombre de pauvres a augmenté de 1 million entre 2005 et 2015. La baisse des APL comme la dérégulation du travail et son « ubérisation » risquent de creuser la tendance, même si l'économie redémarre lentement.

C'est une statistique qui vaut réquisitoire contre les politiques économiques suivies alternativement par la gauche et par la droite ces dernières années ; et qui vaut tout autant réquisitoire contre la politique violente de dérégulation sociale et de flexibilité conduite par Emmanuel Macron : au cours des dix dernières années, le nombre de pauvres a augmenté en France de près d'un million. Et si la crise y a grandement contribué, le plus spectaculaire, c'est que lorsque ses effets ont commencé à s'atténuer, la pauvreté n'a pas pour autant reculé.

Ce constat inquiétant transparaît d'une enquête conduite par l'Observatoire des inégalités et éditée avec le soutien de la fondation Abbé-Pierre. Intitulée « L'état de la pauvreté en France » (Notes de l'Observatoire n° 4, Observatoire des inégalités, novembre 2017), elle s'appuie sur de nombreuses sources statistiques de l'Insee, où beaucoup d'auteurs ont fait leurs classes, mais les prolonge, en dressant un tableau accablant sur la décennie écoulée 2005-2015. C'est à croire qu'à chaque repli de l'activité, la pauvreté s'envole, mais dès que l'activité reprend, même timidement, il n'y a jamais de recul de la pauvreté. Ce qui invite à réfléchir à une question de fond : qui peut croire que la conjoncture est à l'origine de la pauvreté ? N'est-ce pas plutôt la mécanique même du capitalisme français qui génère constamment de l'exclusion et de la misère ?

On peut consulter cette étude sur le site Internet de l'Observatoire, comme les études qui l'ont précédée.

La note s'ouvre sur un premier constat : « La France compte cinq millions de pauvres si l'on fixe le seuil de pauvreté à 50 % du niveau de vie médian (revenu après impôts et prestations sociales) et 8,9 millions si l'on utilise le seuil à 60 %, selon les données 2015 de l'Insee. Dans le premier cas, le taux de pauvreté est de 8,0 % et dans le second de 14,2 %. Au cours des dix dernières années (2005-2015), le nombre de pauvres a augmenté de 600 000 au seuil à 50 % et d'un million au seuil à 60 %. Le taux de pauvreté s'est élevé de 0,5 point au seuil à 50 % et de 0,9 point au seuil à 60 % . »

Pour comprendre comment ces statistiques sont fabriquées, il faut d'abord savoir qu'elles proviennent du dépouillement des données fiscales. D'où le temps qu'il faut pour en disposer. Les dernières statistiques disponibles sont celles qui portent sur les revenus des Français en 2015. C'est donc avec beaucoup de retard que l'on peut disposer d'une mesure incontestable de la pauvreté en France.

Le travail protège de moins en moins de la pauvreté

Pour établir cette mesure, l'Insee calcule d'abord le revenu médian des Français. Ce revenu médian est celui qui partage les Français en deux parts égales : 50 % ont un revenu inférieur ; 50 % un revenu supérieur. Comme le rappelle la note de l'Observatoire, ce niveau de vie médian des Français était donc de 1 692 euros mensuels pour une personne seule en 2015. Ce chiffre étant connu, il est alors possible de calculer le taux de pauvreté. Ordinairement, par convention, les statisticiens évoquent deux taux de pauvreté principaux. Le premier est le nombre de pauvres qui disposent d'un revenu inférieur à 50 % du revenu médian ; et le second, qui est le plus souvent évoqué dans le débat public, est le nombre de pauvres qui vivent avec un revenu inférieur à 60 % de ce revenu médian.

L'Observatoire poursuit donc son explication : « Le seuil de pauvreté à 60 % est donc de 1 015 euros (60 % de 1 692). Tous ceux qui vivent avec moins de 1 015 euros par mois sont considérés comme pauvres. »

Et la note ajoute : « La pauvreté a fortement progressé à partir de 2008 avec l'accentuation des difficultés économiques liées à la crise financière. Entre 2008 et 2012, le nombre de pauvres, au seuil à 50 % comme à 60 %, a augmenté de 810 000. Le taux de pauvreté au seuil à 50 % s'est élevé de 7,4 à 8,5 %, celui à 60 % de 13,2 à 14,2 %. Depuis 2012, le taux et le nombre de pauvres stagnent. Cette stagnation est trompeuse, car la crise s'étend pour partie aux couches moyennes. Le niveau de vie médian de 2015 reste inférieur à ce qu'il était en 2011. Or le seuil de pauvreté est calculé en fonction du niveau de vie médian. Ce mode de calcul fait que, pour un même revenu, certaines personnes comptabilisées comme pauvres en 2011 ne le sont plus en 2015. Une reprise de l'activité économique est perceptible depuis la fin 2015, que ces chiffres ne peuvent pas encore prendre en compte. Entre décembre 2015 et mars 2017, le nombre d'allocataires du RSA a diminué de 5 %, soit 95 000 personnes de moins en un peu plus d'un an, ce qui n'est pas négligeable. Le nombre de chômeurs diminue. On peut donc espérer une légère amélioration entre 2015 et 2017. Le taux de pauvreté au seuil à 50 % pourrait repasser sous la barre des 8 %. »

Mais, au-delà de ces chiffres récents qui étaient déjà en partie connus, c'est surtout la mise en perspective sur une plus longue période à laquelle procède l'Observatoire qui retient l'attention. Car c'est un jugement très sévère qu'il porte sur les mutations que nous vivons. « Les décennies 2000 et 2010 constituent un tournant de notre histoire sociale. La pauvreté avait fortement baissé des années 1970 au début des années 1990. Depuis, on n'assiste pas à une explosion de la pauvreté, mais à l'inversion d'une tendance historique. Plus que l'augmentation du nombre de pauvres – même si elle est loin d'être négligeable – c'est surtout ce changement d'orientation qui est marquant. La pauvreté est mesurée de façon relative au niveau de vie médian. L'écart se creuse entre les plus pauvres et les couches moyennes si l'on raisonne à moyen terme. »

Pour la période présente, l'Observatoire cherche donc quelques raisons d'être optimiste : « Il ne reste plus qu'à espérer que le modeste retournement auquel on assiste depuis la fin 2015 se traduise concrètement dans les chiffres de la pauvreté. Compte tenu de l'ampleur de la

dégradation enregistrée depuis le début des années 2000, il faudrait un mouvement beaucoup plus important et durable, ne serait-ce que pour revenir à la situation qui prévalait au milieu des années 2000 avec un taux de pauvreté à 50 % inférieur à 7 %. Beaucoup dépendra de l'impact des politiques économiques et sociales mises en œuvre. »

Mais y a-t-il quelques raisons d'espérer que l'impact des politiques publiques mises en œuvre par Emmanuel Macron soit favorable ? L'Observatoire incline à en douter : « Ainsi, par exemple, la baisse des allocations logement va avoir pour effet direct d'accroître le nombre de personnes pauvres. À plus long terme, l'évolution de la pauvreté dépendra pour une grande partie de l'emploi et des conditions dans lesquelles ces emplois s'exercent. Autrement dit, de la façon dont sera partagée la richesse créée. La multiplication de postes sous-rémunérés n'aurait pour effet que de transformer la pauvreté en développant la pauvreté laborieuse. »

On peut dire les choses de manière plus brutale : la flexibilité accrue voulue par le gouvernement ; la précarité qui découlera du démantèlement du code du travail ; plus généralement, le mouvement massif d' "ubérisation" du travail préconisée par le chef de l'État risquent de renforcer massivement un constat qui est apparu voilà vingt ans : le travail protège de moins en moins de la pauvreté...

Dans la masse des statistiques qui fourmillent dans cette étude, beaucoup d'autres font froid dans le dos. Pêle-mêle, on apprend ainsi qu'un tiers des pauvres sont des enfants ; que pas loin de 35 % des ouvriers sont pauvres ; que 36 % des moins de vingt ans sont dans le même cas...

Mais au diable les chiffres dans leur froideur ! C'est, en résumé, le portrait d'une France rongée par de violentes inégalités que dresse cette étude. La France de la misère et de l'exclusion, celle que François Hollande a si mal traitée tout au long du dernier quinquennat ; cette France si loin de la « start-up nation » dont rêve Emmanuel Macron...

Tel est le grand mérite de cette étude. Elle fonctionne comme une alerte : mais qui donc voudra comprendre les souffrances sociales qui minent notre pays ?

mediapart.fr

A Suivre...
La Presse en Revue